

Les pays en développement et l'économie internationale dans la revue Economie rurale de 1949 à 1999

Mr Michel Griffon

Citer ce document / Cite this document :

Griffon Michel. Les pays en développement et l'économie internationale dans la revue Economie rurale de 1949 à 1999. In: Économie rurale. N°255-256, 2000. Les cinquante premières années de la sfer. Quel avenir pour l'économie rurale ? pp. 169-184;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.2000.5168>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_2000_num_255_1_5168

Fichier pdf généré le 09/05/2018

Abstract

Less developed countries and international economy: topics in économie rurale, 1949-1999 - During the last 50 years, what has been the role of the economic journal of the French Society for Rural Economics in the debates related to Less Developed Countries and -more generally- international agricultural economics ? This question gives us the opportunity of reviewing all the research streams and quoting the authors. The main themes are: development project analysis, heterodox methods for economic analysis, rural intervention, agrarian and farming systems approaches, participatory research, commodity chain analysis, economic modelling of agriculture, globalization. The journal has never been the main medium for expression of the specialists of these research areas, but it is playing nowadays an increasing role and it has always expressed all what can be considered as a kind of specificity of the French schools in agricultural economics.

Résumé

Depuis 50 ans que la revue de la Société française d'économie rurale publie des textes d'auteurs principalement français, quelle a été la place des débats sur l'agriculture des pays en développement, et plus généralement de l'économie agricole mondiale? Cette question donne l'occasion de faire un tour d'horizon des courants qui ont animé les débats pendant cette période et citer les auteurs. On y trouve par exemple l'analyse critique des projets de développement, les méthodes alternatives d'analyse économique des projets, l'animation rurale, les systèmes agraires, la recherche en conditions réelles de production, l'analyse de filières, la modélisation économique du secteur agricole, la mondialisation de l'agriculture. La revue n'a certes pas été le canal principal d'expression des spécialistes de ces domaines, mais elle y accorde une place de plus en plus importante et elle a toujours exprimé ce qui concourt à une certaine spécificité des évolutions de la pensée des écoles françaises d'économie rurale.

Les pays en développement et l'économie internationale dans la revue *Économie rurale* de 1949 à 1999

L'économie agricole, agro-alimentaire et rurale des pays en développement et leur insertion dans l'économie internationale sont des sujets d'interrogation qui font partie depuis longtemps en France de la tradition intellectuelle de l'université, de la recherche et des praticiens de l'aide au développement. De nombreux débats ont animé ce domaine. Quelle a été la contribution de la revue *Économie rurale* aux différents débats pendant les 50 années qui se sont écoulées depuis sa création? Certes, la revue de la SFER n'avait aucune raison particulière d'être un lieu de débat sur l'économie agricole internationale et celle des pays en développement, d'autant plus que l'obligation inévitable pour l'agriculture française de s'intéresser au reste du monde est somme toute assez récente. On peut donc se féliciter de ce que la revue ait fait écho à différentes époques aux débats qui ont eu lieu car d'autres revues en ont aussi été le support. La relecture des numéros concernés ne suffit pas pour autant à retracer ces diffé-

rents débats. Il faut pour cela mobiliser un grand nombre de connaissances complémentaires, ce qui n'était pas possible dans le cadre de la rédaction de cet article. Le risque est donc grand d'oublier des domaines importants. Bien qu'il donne une impression d'exhaustivité (et que sa lecture en soit rendue un peu difficile par l'abondance des noms et références), cet article reste donc incomplet et il ne peut être qu'un point de vue parmi d'autres. De même, par manque de place, les débats ne peuvent qu'être évoqués. Que le lecteur, si comme l'auteur il en ressent une frustration, se trouve donc invité à compléter un jour l'analyse historique des courants d'idées car celle-ci est toujours utile pour l'avenir, et rien n'est jamais terminé en la matière. Par simple commodité de présentation, cette rétrospective et les interrogations qui lui sont liées sont présentées en trois périodes dont on pourra discuter la validité, mais qui permettent de jalonner le temps fort long qui nous sépare des premiers auteurs.

L'économie des pays en développement a été peu présente avant 1975

1. Les grands thèmes initiaux

Une analyse de la fréquence des textes abordant les problèmes des agricultures des pays en développement (y compris la Méditerranée mais hors les pays d'Europe centrale et l'URSS) et les questions d'économie agricole internationale intéressant les mêmes pays ré-

vèle tout d'abord qu'avant 1975, la revue n'a publié qu'en moyenne un article par an sur ces sujets. S'il n'y avait eu en 1971 un numéro entier consacré aux problèmes de développement des agricultures tropicales, la revue n'y aurait consacré que 2 % de ses textes soit dix-sept articles sur 859. Si pendant cette période,

les signatures sont peu nombreuses, elles sont en revanche prestigieuses: D. Bergmann sur le problème alimentaire mondial (1950 et 1958) sur l'expérience israélienne et sur l'Inde (1959), M. Cépède sur les réformes agraires et les relations entre population et agriculture (1953, 1959, 1962), R. Dumont sur le Maroc et le développement communautaire en Inde (1958, 1959) – il écrivait alors des articles plutôt sur l'agriculture française –, F. Clerc sur le développement agricole du Maroc (1956, 1958, 1961), H. De Farcy sur les marchés alimentaires au Mexique (1961), C. Prou sur l'élaboration des plans (1959), L. Malassis sur les prix agricoles et la planification (1963), G. De Bernis sur la planification régionale (1970), et S. Amin sur les structures et le développement agricole en Afrique en réponse au rapport Pearson (1971). Bien que peu nombreux, ces articles abordent les grands domaines d'intérêt de l'époque.

2. Progrès technique et expériences de terrain

En 1971, près d'un tiers des articles de l'année est consacré aux pays en développement. Les travaux présentés relèvent essentiellement d'expériences de terrain par exemple sur Madagascar par J.-C. Devèze, D. Hardel, G. de Haut de Sigy et J.-C. Rouveyran, sur la Tunisie par J.-P. Chabert de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) dont l'engagement personnel dans ce pays a éveillé nombre de consciences sur le rôle des chercheurs expatriés, et sur le Sénégal par R. Tourte, G. Pochtier et J. Monnier qui témoignaient de l'expérience de l'IRAT. On trouve aussi en 1971 le témoignage de A. Le Bars sur le développement à la base dans l'Apurimac au Pérou représentant ainsi pour la première fois l'écho des interventions dites « d'animation rurale » qui ont mobilisé beaucoup de compétences chez les américanistes de l'époque comme A. Touraine, et dans les organismes privés de développement: le Centre Lebreton, l'Institut de recherche et d'application de méthodes (IRAM)¹ avec Y. Goussault,

G. Belloncle, R. Billaz, la CINAM avec J. Derclayes, et l'IRFED avec R. Colin. En ce sens, ce numéro 88 d'avril 1971 exprime l'engagement alors très vigoureux dans des opérations de terrain de différents groupes d'experts et de chercheurs: des coopérants, des chercheurs de l'INRA, de l'IRAT, ceux des organismes privés de développement. Ce numéro riche d'expériences diverses évoque au passage les principaux problèmes que se posent ceux qui sont au contact des réalités: le fait que le progrès technique proposé par la recherche et les techniciens des sociétés dites d'intervention n'est pas toujours accepté d'emblée par les agriculteurs, que l'analyse économique et sociale révèle des contraintes exigeant de mettre au point des propositions techniques appropriées – la Révolution verte habitait à proposer des techniques standardisées –, que l'analyse économique et sociale montre la complexité des sociétés et des mécanismes de leur transformation. C'est sur ce point que s'interrogent par exemple H. Raulin (1971) au Niger utilisant une approche ethnologique et G. Théodore (1971) constatant les limites des approches statistiques. Cette interrogation devait donner naissance ultérieurement à une ligne de recherche parmi les plus importantes pour les tropicalistes.

3. Les grandes transformations de l'après guerre: réformes agraires, révolution verte

Pendant cette longue période, l'agriculture des pays en développement a connu de grandes mutations. D'abord, suite à la Guerre froide, les États-Unis, inquiets de ce que les inégalités foncières puissent déboucher sur des révolutions sociales, ont exercé des pressions en Asie (Japon, Corée du Sud) pour que soient entreprises des réformes agraires radicales. Celles-ci devaient déboucher sur la constitution d'une agriculture de petite propriété familiale. Le Gouvernement indien a entrepris une réforme agraire, mais à un ryth-

1. Les sigles sont développés en fin d'article.

me lent et en conservant un secteur important de grande propriété. Plus tard, sous la pression des tentatives de révolution en Amérique latine, en particulier celle de Cuba, les États-Unis ont à nouveau incité les gouvernements à réaliser des réformes agraires. Dans les pays socialistes, ces réformes avaient souvent abouti à la création de fermes d'État et de coopératives. Ce modèle a largement inspiré les nouveaux gouvernements issus des indépendances, en particulier en Afrique et au Maghreb. Le contrôle par l'État se faisait par un système de planification centralisée qui, dans la grande majorité des cas, a conduit avec le temps à la déresponsabilisation des producteurs. En Inde, sous l'impulsion de la Fondation Rockefeller, débutait dès 1966 la Révolution verte. De tous ces événements fondateurs des agricultures d'après la Seconde guerre mondiale, la revue ne devait pas beaucoup parler, sauf sous la plume de M. Cépède. Il faut noter, sur les questions agraires, l'exception des articles de O. Delahaye sur la réforme agraire au Venezuela (1984). Ces grands événements étaient pourtant largement débattus à l'Institut national agronomique, en particulier autour de René Dumont, et dans des cercles marxistes parisiens par exemple par Charles Bettelheim sur l'Inde, Y. Gutelmann sur Cuba, C. Meillassoux et E. Terray, M. Godelier ou H. Legotien à la SEDES dont la réflexion était liée à celle de Althusser. Il faut cependant relever toujours dans le numéro 88

d'avril 1971 l'article de T. Bergmann sur la réforme agraire et la Révolution verte en Inde qui fait l'objet d'un ardent débat avec P. Spitz de l'INRA sur le risque de récupération des techniques de la Révolution verte au seul profit des grands producteurs. On y retrouve parfaitement exprimés les termes d'une controverse internationale qui a duré jusqu'aux mises au point de P. Hazell de l'IFPRI en 1994 ou de R. Herdt de la Fondation Rockefeller, qui ont montré que la captation des techniques par les plus grands agriculteurs avait été bien réelle au début, mais que les techniques de la Révolution verte avaient ensuite été rapidement diffusées dans toute l'agriculture paysanne car elles n'étaient pas intrinsèquement porteuses d'économies d'échelle.

Pendant la même période, l'expérience française de développement agricole en Afrique était intense. Elle reposait sur les grandes opérations de développement sectoriel organisées par le BDPA et la SATEC avec l'appui de l'IRAT et de l'IRHO pour les cultures vivrières, la CFDT pour le coton, les Instituts de recherche tropicaux pour le café, le cacao, l'hévéa et le palmier à huile. La SEDES était investie dans la planification, les études préalables et l'évaluation. Ce n'est qu'après 1970 que l'expérience de ces sociétés qui rassemblaient quelques centaines d'experts a commencé à être exprimée et connue. Elle a fait l'objet de nombreux débats et critiques.

La critique des grands projets de développement (1975-1985)

Rapidement, les experts de la SEDES dans leur ensemble ont partagé une attitude critique vis-à-vis de la coopération par projets que l'aide française et les grands bailleurs de fonds internationaux avaient instituée après les indépendances. L'absence d'entrepreneurs et la faiblesse des nouvelles administrations locales avaient amené les États et les donateurs à

créer de toutes pièces des entreprises publiques chargées de l'ensemble des fonctions nécessaires au développement agricole ou à l'intégration de « filières » de production : l'approvisionnement en intrants, la commercialisation et l'exportation des produits, le crédit, la réalisation d'infrastructures, la vulgarisation, quelquefois même la réalisation

d'opérations culturelles en régie, la fourniture de services sociaux, etc. La création d'un environnement parapublic complet favorable à l'agriculture, correspondait aussi au modèle d'organisation qui avait valu à la Révolution verte une diffusion très rapide et de remarquables performances en termes de production et de rendements. Le premier grand débat à propos de l'architecture de ces projets a porté sur le choix entre développement sectoriel – développer par exemple les filières du coton et de l'arachide, ce qui devait entraîner le reste de l'économie – et le développement régional et intégré – créer toutes les fonctions nécessaires, y compris l'éducation et la santé. Ce débat a rarement été abordé dans la revue. Il a sans doute été restreint aux cercles des spécialistes des sociétés d'intervention et du ministère de la Coopération.

1. L'évaluation économique des projets

Un autre grand débat a porté sur les méthodes d'évaluation économique des projets. Il a opposé une école française de pensée animée par C. Prou et M. Chervel ainsi que des économistes de la SEDES comme M. Le Gall, à la Banque mondiale et plus particulièrement Bela Balassa (1989). La Banque mondiale utilisait des méthodes d'évaluation micro-économiques (coût-bénéfice, taux de rentabilité interne); la SEDES avait promu une évaluation de type macro-économique – la méthode des effets – permettant d'estimer largement les impacts directs et diffus des investissements et d'améliorer ainsi les choix de planification. Cette méthode justifiait explicitement des choix en faveur d'une intégration économique nationale, donc des choix de substitution aux importations, alors que l'évaluation de la Banque mondiale allait plus dans le sens d'une conception basée sur l'ouverture internationale.

2. La résistance des populations aux projets

Plus largement, la SEDES était devenue un lieu d'analyse critique des opérations de développement rural particulièrement en Afrique, et avait développé des analyses pertinentes en sociologie et anthropologie économique en parallèle à la tradition des monographies des géographes de l'ORSTOM. De sensibilité «marxiste hétérodoxe», ces analyses ont donné lieu à de nombreux débats concernant l'inadaptation des techniques proposées par la recherche (voir ci-dessus) en raison de leur coût élevé, de leurs effets économiques potentiellement négatifs et d'éventuelles conséquences sociales comme le fait de favoriser l'émergence d'une classe de producteurs privilégiés – réminiscence du débat sur la Révolution verte. L'opposition, par exemple, à la réalisation de grands périmètres irrigués en Afrique a été importante parce que les coûts étaient élevés, les résultats faibles et qu'ils induisaient une mise sous tutelle des agriculteurs par les compagnies chargées de la gestion des périmètres. Les débats ont aussi porté sur l'inutilité, dans bon nombre de cas, de systèmes de vulgarisation diffusant des techniques qui ne prenaient pas en compte les réalités locales. Ces débats ont eu beaucoup d'écho chez les socio-économistes, les anthropologues et les agronomes. Ils ont opposé, en simplifiant, une «école classique» bien représentée dans les «Sociétés d'intervention» (agences de projet), ainsi qu'au ministère de la Coopération puis plus tard à la Banque mondiale avec M. Benor, à une nouvelle école et en même temps une nouvelle génération de chercheurs et de praticiens de terrain. Beaucoup se sont retrouvés au sein de l'association AMIRA fondée entre autres par G. Winter de l'ORSTOM. AMIRA a été un lieu important de synthèse des oppositions aux opérations classiques de développement et d'aménagement rural et un lieu d'élaboration de nouvelles idées. S'y retrouvaient entre autres des chercheurs de l'ORSTOM s'appuyant sur la longue expérience acquise en matière d'études de terroirs (par exemple P. Couty, J.-M. Gastellu,

J. Charmes, G. Ancey), des experts de la SEDES (comme H. Raymond, J.-M. Young, C. Raymond, C. Arditi, J.-M. Funel, J.-P. Lemelle, ou M. Pescay), du GRET (créé en 1974 par H. Rouillé d'Orfeuil pour défendre l'idée des technologies appropriées), et des ONG de développement telles que l'IRAM (avec la participation de E. Beaudou, D. Gentil, G. Laucoin). De ce mouvement ont résulté de nouveaux concepts et méthodes permettant de prendre en compte la participation des producteurs à la recherche de solutions et à la définition des projets les concernant, l'ensemble prenant le nom de Recherche-Développement. Cette critique des projets a été prise en compte beaucoup plus tardivement notamment par la mise en place après 1981 au ministère de la Coopération d'un service des évaluations dirigé par C. Freud. Ces idées sont représentées dans la revue *Économie rurale*, mais la revue n'a pas été le support principal de ce mouvement d'idées qui s'est surtout exprimé dans les documents du groupe AMIRA.

3. Marchés internationaux, filières et politiques commerciales

Simultanément, dans d'autres cercles s'élaborait une réflexion sur les marchés internationaux et les filières nationales de production. Elle a débuté à l'INRA sur les céréales avec J.-P. Chabert (1976), a continué sur le sucre et les matières premières avec P. Chalmin, J.-P. Bertrand et A. Chominot (1981, 1984), puis sur le soja avec J.-P. Bertrand (1982). Sans doute, la décision des États-Unis de déclarer en 1973 un embargo sur les exportations de soja avait-elle particulièrement mis en lumière le rôle du commerce international dans le développement agricole, d'autant que les thèses de l'époque sur l'échange inégal (E. Arrighi) étaient largement diffusées. Ce courant d'activité s'est particulièrement exprimé dans le cadre de la dynamique créée autour du Laboratoire d'économie internationale de l'INRA à Montpellier, de l'IAM, puis dans le cadre de l'asso-

ciation Solagral avec notamment L. Tubiana, J. Egg, F. Lerin, M. Marloie. Peu à peu s'est ainsi constituée une ligne de recherche sur l'économie des produits dans les pays producteurs et sur les marchés internationaux.

Les recherches sur les produits ont eu le grand intérêt de rassembler dans une interrogation commune les problèmes relatifs aux exportations agricoles européennes, aux déficits alimentaires des agricultures des pays en développement et au comportement des marchés mondiaux. Les travaux sur la politique agricole commune, l'économie des filières tropicales, les importations céréalières et la dépendance alimentaire, commençaient ainsi à converger vers des interrogations sur les politiques commerciales, l'ouverture ou la protection et sur la régulation des marchés agricoles internationaux.

4. Présences et absences de la revue dans les débats

Pendant cette période, la revue a accompagné cette évolution thématique de manière modeste. Pourtant, en 1981 et surtout en 1982, un changement est fortement perceptible puisque 25 articles, soit un tiers de la publication de cette dernière année, sont consacrés aux pays en développement et à l'économie internationale. Il s'agit là en quelque sorte d'une coupe – bien entendu partielle – dans la dynamique des travaux de l'époque. On y trouve des participations de l'ORSTOM avec B. Antheaume et J.-P. Chauveau mettant en valeur l'insuffisance des connaissances sur les sociétés auxquelles les pratiques de développement reviennent à imposer des projets souvent inadaptés. On y trouve aussi des contributions provenant des Instituts de recherche tropicale avec F. Ruf et A. Leplaideur sur l'économie de plantation en Afrique. Dans beaucoup de cas, les auteurs analysent l'insertion du progrès technique dans les sociétés. C'est le cas pour des articles de R. Billaz et A. Corrèze de l'IRAM, Ph. Bonnefond, X. Le Roy, J.-Y. Marchal et J. Boutrais de l'ORSTOM, M. Braud de l'IRCT, J. Chataigner de l'INRA, P. Campagne de l'IAM, et les

contributions de J. Faye et M. Benoit-Cattin au Sénégal qui relatent l'expérience des Unités expérimentales du Sine Saloum, où la recherche agronomique tropicale a fait la preuve de la nécessité d'en terminer avec des approches «*top down*» et annonce les prémisses d'une micro-économie appliquée aux spécificités des ménages africains. On y trouve aussi les travaux de J. Egg, F. Lerin et L. Tubiana sur le choc pétrolier et la crise agricole – les «*dutch diseases*» – et enfin ceux de P. Morlon qui abordent pour la première fois dans la revue la notion de système agraire. Apparemment, il y aura très peu d'articles sur ce grand domaine de recherche spécifique à la pensée française à

l'exception de ceux de M. Mazoyer (1982) et M. Dufumier (1988), qui a pourtant fait l'objet d'abondants travaux dans les années 80 à l'INA-PG à l'initiative de M. Mazoyer, à l'INRA et au Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) qui ont créé des départements particuliers à cet effet – celui du CIRAD a été dirigé par R. Tourte et J. Lefort – ainsi que des séries et revues spécifiques. Ainsi, par exemple, le CIRAD a-t-il publié une vaste synthèse sur l'évolution de l'agriculture au Sahel et une autre sur l'innovation en milieu paysan dans ses propres collections (J.-M. Yung, 1995).

Depuis 1985, les politiques agricoles et la mondialisation

1. Ajustement structurel, libéralisation

Dès la fin des années 70, il est apparu clairement que beaucoup de pays en développement avaient de grandes difficultés à rembourser leur dette et à maîtriser leur inflation. Ces difficultés ont amené le FMI et la Banque mondiale à demander l'application de plans de stabilisation macro-économique. Rapidement, l'ampleur des déficits publics et des paiements extérieurs les a conduits à demander l'application de programmes d'ajustement structurel puis, dans la même logique, de programmes de libéralisation. L'analyse de ces politiques et de leurs conséquences sur le développement agricole et rural demandait qu'un effort particulier soit fait. Le CIRAD, (qui avait été créé en 1984), forma une Unité de recherche en prospective et politique agricole (URPA) en 1990. Simultanément, l'ORS-TOM, en liaison avec l'INSEE et à l'initiative de G. Winter, créa le programme *Dial* sur l'ajustement structurel, tandis que le CERDI à Clermont-Ferrand, sous la direction de P. Guillaumont, poursuivait ses investissements scientifiques sur le même thème. La réflexion s'est assez vite généralisée dans le

milieu des économistes agricoles. Une relative unanimité s'est dégagée sur les effets négatifs de l'ajustement tel qu'il a été pratiqué, bien qu'en théorie il ait été censé favoriser l'agriculture. Les débats ont évolué vers les politiques de taux de change et sur les problèmes particuliers posés par une dévaluation éventuelle du Franc CFA. Ces débats de spécialistes ont eu peu d'écho dans la revue sauf avec l'article de P. Guillaumont (1993); en revanche, ils ont été évoqués dans les séminaires de l'Association européenne des économistes agricoles à l'initiative de P. Campagne et J. Chataigner (en particulier en 1986 à Montpellier afin d'inciter les économistes à élargir leur champ habituel d'investigation), ainsi que dans les séminaires de politique agricole de la SFER.

2. Politiques agricoles et modélisation

Aborder les problèmes de politique agricole et de macro-économie impliquait de recourir à des modèles afin de mieux représenter et analyser la complexité du secteur agricole et de son insertion dans l'économie générale, puis d'en simuler les évolutions sous différentes

hypothèses de politiques. Des travaux ont été développés par différentes équipes au CIRAD (URPA) en particulier par F. Gérard, D. Deybé, M. Benoit-Cattin et V. Ribier, à DIAL en particulier par D. Cogneau, à l'INRA par J.-M. Boussard et une équipe liée au *Delta* (ENS) avec A. Suwa, S. Lambert et T. Magnac, ainsi qu'à l'IAM avec G. Flichman et F. Jacquet. Ils faisaient suite à une tradition plus ancienne développée à la SEDES par P. Henry et J.-P. Lemelle, et à l'INRA par M. Labonne sur quelques pays africains. De nombreux économistes ont rapidement soupçonné la modélisation d'accepter trop facilement les hypothèses du courant de pensée néoclassique dominant dans les institutions internationales. La controverse, quelquefois vive, n'est cependant pas sortie de quelques séminaires et débats restreints. Il en a été de même en ce qui concerne les choix de modélisation hétérodoxes opérés par le CIRAD: modèles « *bottom-up* », volonté de simuler des systèmes de manière prospective et non de les optimiser, prise en compte de l'environnement. Les tenants de ces approches à l'INRA, au CIRAD et au CIREO se sont rapprochés en 1998 et installés dans le Campus du Jardin tropical à Paris. La revue *Économie rurale* a fait état du renouveau de la modélisation dans le numéro 222 de juillet 1994 intitulé « *48 heures, 48 thèses* » avec des textes de D. Kebe, A. Madi, L. Temple, puis en 1997 dans le numéro 239 consacré à la micro-économie du développement avec des textes de J.-C. Mendez, B. Barbier, A. Fadani et M. Benoit-Cattin, et enfin en 1998 avec le numéro 243 dirigé par M. Benoit-Cattin et J.-C. Bureau entièrement consacré à la modélisation des marchés agricoles avec des textes de M. Petit, C. Araujo-Bonjean du CERDI, J.-C. Sourie, H. Guyomard, C. Le Mouel, J.-C. Bureau de l'INRA, et T. Voituriez du CIRAD. Peu à peu, des articles relatant des expériences de modélisation ont été acceptés dans la revue, par exemple en 1998, D. Deybé et A.-S. Robilliard sur la dévaluation du Franc CFA et V. Ninnin-Massenet et V. Ribier sur la saisonnalité des prix céréaliers en Afrique.

3. Mondialisation de l'économie agricole et alimentaire

La mondialisation de l'économie agricole et alimentaire est un thème récurrent et polymorphe abordé dans la revue sous différents angles. Tout d'abord, sous l'angle des marchés agricoles internationaux. La libéralisation des filières d'exportation des grands produits tropicaux (café, cacao, coton...), organisée sous l'égide de l'État, a modifié progressivement le paysage des marchés internationaux: les accords internationaux par produit ont peu à peu disparu réduisant le rôle des États qui ne pouvaient plus jouer le rôle d'intermédiaires entre producteurs et marché international. La formation des prix résulte ainsi plus directement de la rencontre de l'offre des producteurs des pays en développement et de la demande de quelques grandes firmes internationales du négoce et de la transformation. L'analyse de ce phénomène requerrait d'autres approches que celles de l'analyse comptable classique des filières antérieurement développée à l'INRA, à la SEDES et au CIRAD. P. Hugon (1994) aborda le premier dans la revue l'économie institutionnelle (au sens de l'ensemble des écoles de pensée de ce champ théorique) comme outil d'analyse de ces transformations. Cette thématique était simultanément développée au CIRAD, à l'INRA et à l'Université de Montpellier dans le cadre du DEA d'économie dirigé par P. Lacombe et J. Boisson et d'un groupe de chercheurs parmi lesquels B. Losch, et J.-P. Colin, B. Daviron, J. Codron qui ont développé des analyses nouvelles utilisant les différentes théories d'économie institutionnelle. Les travaux ont été partiellement repris dans la revue, en particulier dans un numéro 234 de juillet 1996 consacré à la mondialisation et dirigé par A. Chominot, B. Daviron et M. Grifon. À cette occasion et dans plusieurs articles de l'époque, les débats relatifs à l'émergence de marchés régionaux et de politiques de protection régionales ont pu être exprimés assez complètement: C. Delgado (1990), J. Pradelle et S. Snrech sur le Sahel et l'Afrique de l'Ouest, L. de Cénival sur la Méditerranée (1996), M. Tracy sur l'Europe, S. Wen sur la

Chine, F. Suzuki sur le Japon, A. Chibarro de l'IICA sur l'Amérique centrale, Y. Chaloult et G. Hillcoat de l'IEDES sur le Mercosur. Ces travaux faisaient aussi écho aux interrogations concernant l'avenir des exportations françaises notamment vers les pays en développement. Ces questions avaient été abordées antérieurement dans la revue – P. Domergue et M. Folly (1986), G. Noel (1988) – ainsi que celles concernant la protection des marchés nationaux – D. Kermel-Torres sur l'Inde (1989), D. Harre sur la Côte d'Ivoire (1989). Le débat sur le choix entre ouverture et protection a porté principalement sur les céréales et la sécurité alimentaire. D'une manière plus générale, la situation alimentaire et céréalière dans le monde a fait l'objet d'articles dans la revue en particulier par G. Chabert et J. Perrin de Brichambault (1976), J.-C. Clavel (1978), A. Chominot (1988) et A. Revel (1989). Ces questions sont par ailleurs toujours suivies avec attention par J. Klatzmann (1979), Solagral, le CIRAD et Unigrains.

4. Firmes internationales

La recherche sur les firmes internationales est un domaine qui a fortement mobilisé les énergies. Cette recherche est inséparable de celles qui ont été menées sur l'économie agro-alimentaire vigoureusement promues par L. Malassis (1979) qui a notamment créé avec G. Ghersi une association internationale destinée à promouvoir des travaux dans ce domaine. L'exceptionnel travail de constitution à l'IAM par J.-L. Rastoin d'un observatoire et d'une banque de données sur les firmes et les travaux réalisés par M. Padilla, M. Allaya et les chercheurs de l'IAM permettent aujourd'hui de mieux comprendre un des mécanismes principaux de la mondialisation, qui est celui de la concentration des firmes. La revue a consacré de nombreux articles de J.-L. Rastoin et l'intégralité du numéro 231 de janvier 1996 sous la coordination de R. Perez aux

multinationales de l'agro-alimentaire. Ces travaux ainsi que ceux de B. Daviron relatifs à l'analyse sur très longue période des marchés (relayant ceux de P. Chalmin) renouvellent aussi les analyses des marchés internationaux de produits en incluant la stratégie des firmes. La revue a ainsi publié en 1996 les travaux de T. Maekawa sur les firmes semencières du Japon, F. Nicolas sur le rôle des firmes internationales dans les filières poulet de chair, J.-L. Rastoin et D. Loeillet sur les firmes et le marché mondial de la banane, R. Perez et M. Scoppola sur l'internationalisation des firmes et les marchés agricoles.

5. Économie de l'environnement

L'économie de l'environnement dans ses relations avec l'agriculture des pays en développement est apparue dans la littérature internationale vers 1990 sous l'impulsion de l'IFPRI. Bien que l'INRA ait très tôt investi ce domaine de recherche pour ce qui touchait l'agriculture française, la recherche tropicale a tardé à s'y intéresser. Le séminaire organisé par la SFER en 1992 avec des contributions sur la gestion des ressources naturelles renouvelables (M. Griffon, G. Raymond, 1992) a associé dans une même réflexion la problématique de l'agriculture française et celle de l'agriculture tropicale. Cette démarche a été féconde. Le CIRAD a alors créé une unité de recherche (GREEN) centrée sur ce domaine et dirigée par J. Weber. Le Comité national de coordination de la recherche en coopération a ensuite incité les organismes à développer des recherches dans la direction du développement durable. Cette dynamique a enfin inspiré la constitution du Campus du Jardin tropical avec la présence du CIRED dirigé par J.-C. Hourcade. La revue *Économie rurale* avait largement anticipé cette évolution en demandant dès 1978 à I. Sachs un article sur l'éco-développement.

Que peut-on conclure sur les débats pendant cette longue période?

1. La revue n'a pas été l'instrument principal d'expression des travaux sur les pays en développement et l'économie agricole internationale

La revue de la SFER présente les travaux de tous ceux dont la profession est d'être économiste au sens large du terme, qu'ils appartiennent au secteur professionnel ou académique. Pour ce qui concerne l'économie de pays en développement et l'économie agricole internationale, ceux qui ont écrit sont surtout des chercheurs et des enseignants appartenant aux principales institutions publiques, mais aussi quelquefois à des organismes privés de coopération. L'analyse des auteurs montre tout d'abord que si la revue n'a que très partiellement rendu compte des travaux réalisés par l'ensemble de la communauté scientifique, en revanche, elle a su faire écho aux principaux débats par l'organisation périodique de séminaires sur les agricultures tropicales et l'économie internationale. La situation a beaucoup évolué dans les dernières années où les thèmes relatifs aux pays en développement et à l'économie internationale s'insèrent beaucoup plus naturellement dans les sommaires des différentes livraisons.

On peut invoquer de nombreuses raisons à cet état de fait. D'abord, les institutions chargées de la coopération ont longtemps disposé de leurs propres revues, en particulier celles de l'ORSTOM – devenu aujourd'hui l'IRD – et des instituts de recherche tropicale. L'INRA disposait aussi de son propre système de publications. On comprend que les chercheurs aient longtemps privilégié les canaux internes pour s'exprimer. D'autres revues pouvaient aussi accueillir préférentiellement les textes des spécialistes des pays en développement, en particulier la revue *Tiers-monde* de l'IEDES qui aujourd'hui encore est une revue d'économie en langue française large-

ment diffusée dans le monde. Il y aurait donc eu implicitement un partage des rôles entre la revue *Économie rurale* et les autres publications. Ce partage ne serait au fond que le résultat d'un certain compartimentage de la communauté scientifique des économistes ruraux, résultant lui-même de la structure des institutions séparant à la fois recherche et enseignement d'une part, recherche concernant la France métropolitaine et recherche tropicale d'autre part. Il est vrai que dans beaucoup d'autres pays, les universités assurent seules l'enseignement et la recherche et s'intéressent à l'économie domestique aussi bien qu'internationale. Cette forme d'organisation a sans doute permis aux chercheurs étrangers une plus grande fluidité dans le passage d'un thème de travail national à un thème international, et a sans doute facilité l'expression de l'ensemble de ces travaux dans les revues nationales des associations d'économistes ruraux. On aurait pu imaginer qu'*Économie rurale* ait pu constituer un lieu d'expression commun pour les différents groupes existants. Cela n'a été que partiellement le cas. Beaucoup de chercheurs ont plutôt trouvé intérêt à s'exprimer dans le cadre de l'association AMIRA qui, de 1977 à 1988, a constitué un lieu de débat d'une exceptionnelle qualité et publié de nombreuses notes abondamment distribuées et commentées, mais devenues aujourd'hui inévitablement inaccessibles. Ces travaux auraient eu plus d'audience s'ils avaient été publiés dans une revue académique. De la même manière, les séminaires et rencontres organisés par l'une ou l'autre institution – par exemple le séminaire d'économie rurale du CIRAD depuis 1984 animés initialement par L. Malassis, B. Simon, J. Chataigner et G. Raymond – ont toujours été des lieux importants de débat et rythmé l'évolution des idées.

2. Les équipes de chercheurs se sont beaucoup transformées

Il faut signaler que pendant toute cette longue période, les centres de gravité de la réflexion se sont déplacés: la SEDES a longtemps été un lieu d'accumulation, comme le service de coopération de l'INSEE. Mais la SEDES a disparu en 1986 et AMIRA n'a duré que 10 ans. DIAL a été créé en 1987. L'IAM n'a recruté de manière significative des chercheurs en économie qu'à partir de 1985. Le Laboratoire d'économie internationale de l'INRA a été surtout actif de 1983 à 1987. Solagral a été créé en 1980. Le CIRAD a commencé à consacrer des moyens à la recherche économique et sociale vers la fin des années 1980. En parallèle à cette instabilité, il faut signaler en contraste la permanence de l'engagement de l'IRAM dont les travaux et les textes toujours innovants ont marqué la pensée, par exemple dans les dix dernières années en matière de crédit. Signaler aussi la permanence d'un courant constitué de différentes ONG travaillant sur le terrain et faisant émerger des idées nouvelles comme CICDA (cf. Les textes de J. Bourliaud) ou aujourd'hui FERT, les activités du GRET (D. Pillot), la permanence des travaux de l'ORSTOM, d'universitaires et chercheurs du CNRS (comme J.-P. Ollivier de Sardan) aujourd'hui installés à Marseille, des géographes de l'Université de Bordeaux, ou bien encore l'activité sur longue période de la Chaire d'agriculture comparée de l'INA-PG dirigée par M. Mazoyer. Sans doute aussi toute cette expérience était-elle trop riche pour tenir dans une seule revue. Mais au total, il est dommage que *Économie rurale* n'ait pas été ouverte plus tôt au monde international ainsi que M. Tracy l'avait d'ailleurs noté remarquant le fait que « *les économistes français aient peu contribué à l'étude des problèmes [...] internationaux* » et le regrettant d'autant plus qu'ils avaient en revanche effectué des travaux très valables dans le domaine socio-structurel (M. Tracy, 1990). En corollaire la revue n'a peut-être pas été suffisamment ouverte à des auteurs étrangers, de langue française ou étrangère bien qu'elle ait réguliè-

rement pratiqué cette ouverture. Depuis quelques années, les signatures étrangères sont plus nombreuses.

3. Une plus grande ouverture internationale?

Mais au total, pourquoi reprocher à *Économie rurale* de n'avoir pas couvert exhaustivement l'ensemble de la production de la recherche dans le domaine des pays en développement si la conjonction de l'ensemble des revues d'expression française de ce domaine a pu le faire? S'il est un problème, ne serait-ce pas plutôt celui de la relative modestie de l'expression des travaux réalisés par les équipes françaises ou de langue française dans les revues internationales et, partant, la très faible influence que nous avons exercée sur le cours des idées dans le monde international? Pourquoi l'originalité de la pensée économique française en économie du développement n'a-t-elle pas été reconnue plus tôt alors que J. Stiglitz et H. Biswanger proposent depuis 1998 des idées de la même inspiration au sein de la Banque mondiale? En fait, ces questions sont liées. Car, c'est vraisemblablement aussi parce que nous n'avons pas su collectivement mieux organiser les débats dans notre propre communauté scientifique que nous n'avons pas eu plus d'influence et de participation dans ces mêmes débats au plan international. En allant plus loin, on peut aussi penser que les administrations françaises ont longtemps eu prioritairement recours à leurs capacités internes ou aux sociétés d'études pour étudier les questions internationales ou préparer les négociations internationales et les discussions avec la Banque mondiale, plutôt qu'aux sociétés savantes, aux experts, chercheurs et universitaires.

Il semble aujourd'hui que tout cela change. Récemment, les principaux débats internationaux à propos desquels il y a des échéances de négociation ont fait l'objet de consultations et d'études. Par ce moyen, différentes équipes de recherche sont incitées à finaliser leurs travaux sur des questions d'actualité.

On l'observe par exemple à propos des futures négociations sur le changement climatique où l'agriculture est un secteur important, sur l'OMC, sur le thème de la multifonctionnalité de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et de la protection tarifaire, sur les droits de propriété intellectuelle concernant les ressources génétiques, ou encore sur la libéralisation des marchés de matières premières ou la réduction de la pauvreté à l'occasion des discussions bilatérales avec la Banque mondiale. Il est de l'intérêt de tous de se préparer aux débats et de faire en sorte, d'une part, que beaucoup y aient accès au sein de la communauté des économistes, et d'autre part, qu'ils soient totalement ouverts sur le monde afin de confronter nos points de vue et de trouver des alliés intellectuels. Pour cela,

il conviendrait de faire en sorte que s'organise mieux la communication. La SFER et la revue *Économie rurale* ont naturellement un rôle à jouer et peuvent prendre l'initiative en harmonie avec les publications existantes. Avoir une volonté d'exister au plan international aurait d'importantes conséquences en termes d'animation du milieu, d'ouverture aux collègues étrangers, et de choix des langues d'expression. À l'occasion des 50 ans de notre Société, ne pourrions-nous pas nous projeter dans l'avenir et faire évoluer notre revue dans cette perspective ?

Michel GRIFFON • Chef du Programme ECOPOL, CIRAD, Nogent-sur-Marne

L'auteur remercie particulièrement P. Campagne, P. Castella, J. Chataigner, B. Losch, L. Malassis, J.-M. Young et les relecteurs de la revue pour leurs commentaires. Je prie aussi ceux qui ne sont pas cités par oubli de bien vouloir excuser les éventuels manquements.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Exclusivement dans *Économie rurale*

- Antheaume B. *Ne dites pas à mon patron que je vends des produits vivriers, il me croit planteur de café*. 1982, n° 147-148.
- Allaya M. *Les grandes productions méditerranéennes. Introduction statistique*. 1978, n° 123.
- Araujo-Bonjean C. *Les marchés mondiaux des produits agricoles sont-ils efficaces ?* 1998, n° 243.
- Assabah N., Masson Ph. *Problèmes d'analyse de la production céréalière en Algérie*. 1981, n° 142.
- Assouline G. *Dynamiques agricoles et stratégies de l'industrie phytosanitaire dans les pays en voie de développement: le cas du Brésil et de la Thaïlande*. 1988, n° 188.
- Bairoch P. *La productivité agricole dans le monde depuis la révolution néolithique: ruptures et stagnations*. 1990, n° 200.
- Balassa B. *Politiques agricoles et allocation internationale des ressources*. 1989, n° 189.
- Barbier B., Benoit-cattin M. *Viabilité à moyen et long terme d'un système agraire villageois d'Afrique soudano-sahélienne*. 1997, n° 239.
- Basler A. *Relance de la recherche agro-alimentaire en Afrique*. 1993, n° 213.
- Bechet P. *La demande alimentaire des pays en développement*. 1976, n° 116.
- Benoit-Cattin M. *Effets socio-économiques du progrès technique sur les exploitations agricoles au Sénégal*. 1977, n° 119.
- Benoit-Cattin M. *Le conseil de gestion pluriannuel aux exploitations agricoles du Sud Sine Saloum au Sénégal*. 1981, n° 142.
- Benoit-Cattin M. *Économie des céréales dans le bassin arachidier du Sénégal*. 1984, n° 162.
- Bergmann D.-R.. *Besoins et ressources alimentaires dans le monde. Une analyse d'études récentes*. 1950, vol II, n° 1.
- Bergmann D.R. *Quelques aspects des problèmes de développement agricole au Bengale ouest*. 1959, n° 41.
- Bergmann T. *Comment augmenter la production agricole en Inde*. 1968, n° 77.
- Bergmann T. *Réforme agraire et révolution verte: le cas de l'Inde. Et discussion avec P. Spitz*. 1971, n° 88.

- Bergmann T. *La promotion des couches rurales pauvres en Inde*. 1977, n° 119.
- Bertrand J.-P., Chalmin Ph., Chominot A. *Le fonctionnement des marchés internationaux de produits agricoles*. 1981, n° 142.
- Bertrand J.-P. *Le boom du soja au Brésil: les formes du développement agricole et alimentaire adoptées peuvent-elles servir de paradigme pour le Tiers-Monde?* 1982, n° 147-148.
- Bertrand J.-P., Chalmin Ph. *Les mutations dans l'environnement international de la CEE sur les grands marchés des produits agricoles*. 1984, n° 164.
- Bertrand J.-P., Thery H., Waniez. *Les Japonais et la mise en valeur des cerrados du Brésil: pour quelle maîtrise de l'espace et de l'approvisionnement alimentaire?* 1991, n° 201.
- Bessaoud O. *L'agriculture algérienne entre la politique d'ajustement structurel et la réforme des politiques agricoles mondiales*. 1992, n° 211.
- Billaz R. *Problèmes posés par l'évaluation d'un programme de culture attelée: l'exemple du Yatenga en Haute-Volta*. 1982, n° 147-148.
- Bonjean C. *Instabilité des marchés agricoles et stratégies paysannes au Niger*. 1992, n° 210.
- Bonnefond Ph. *L'introduction de la culture irriguée sur les rives sénégalaises du Bassin du fleuve Sénégal*. 1982, n° 147-148.
- Bour H. *Relation alimentation, nutrition, santé dans les pays en voie de développement*. 1988, n° 188.
- Bourghzala M., Elloumi M. *Libéralisation de la politique agricole en Tunisie et la réforme de la PAC*. 1992, n° 211.
- Bourliaud J., Boussard J.-M., Leblanc J. *Les conditions du changement en milieu paysannal traditionnel africain: une étude économétrique en moyenne Casamance*. 1977, n° 119.
- Boutonnet J.-P. *Le marché international des viandes: un régulateur des marchés alimentaires nationaux?* 1996, n° 234-235.
- Boutrais J. *Une agriculture sans paysans: la grande culture du blé au Cameroun*. 1982, n° 147-148.
- Boussard J.-M. (voir Bourliaud, 1977).
- Boussard J.-M. *À propos d'une publication récente de M. Azouvi sur les échanges extérieurs agro-alimentaires*. 1983, n° 156.
- Buttoud G. *Politiques et pratiques forestières en Afrique sèche*. 1989, n° 191.
- Buttoud G. *L'évolution du commerce mondial des bois tropicaux: enjeux, stratégies, politiques*. 1995, n° 228.
- Campagne P. *Critères alimentaires et nutritionnels dans l'évaluation des projets*. 1981, n° 142.
- Campagne P. *État et paysans: la contradiction entre deux systèmes de reproduction*. 1982, n° 147-148.
- Cénival L. de. *Vers un espace agricole euro-méditerranéen?* 1996, n° 234-235.
- Cépède M. *Problèmes économiques et sociaux posés à l'occasion des réformes des structures agraires*. 1953, n° 15.
- Cépède M. *Agriculture et population dans les pays sous-développés*. 1959, n° 41.
- Cépède M. *Réflexions sur la réforme agraire; le rôle du technicien*. 1962, n° 53.
- Chabert J.-P. *L'élaboration d'un programme optimal pour l'agriculture tunisienne*. 1971, n° 88.
- Chabert J.-P. *Les échanges de céréales et leurs implications politiques et économiques*. 1976, n° 116.
- Chalmin Ph. *Les points de contrôle de l'économie sucrière mondiale*. 1977, n° 119.
- Chalmin Ph. *Rôle, stratégie et limite des sociétés de négoce international dans le domaine des matières premières agricoles*. 1979, n° 133.
- Chalmin Ph. *La politique des opérateurs sur le marché international du sucre*. 1979, n° 134.
- Chalmin Ph. (voir Bertrand, 1981, 1984).
- Chaloult Y., Hillcoat G. *Intégration et compétitivité dans le Mercosur. Vers une introversion des échanges agricoles et agro-alimentaires?* 1996, n° 234-235.
- Chataigner J. *Changements techniques et développement dans les agricultures du Tiers-*

- Monde. Présentation générale.* 1982, n° 147-148.
- Chauveau J.-P. *L'image de l'agriculture baulé (Côte d'Ivoire) et les «développeurs» : «réfèrent» précolonial et réalités historiques.* 1982, n° 147-148.
- Chibarro A. *ALENA: implications pour les exportations centre-américaines et caribéennes vers les États-Unis.* 1996, n° 234-235.
- Chominot A. *Typologie des bilans céréaliers des pays du monde.* 1988, n° 188.
- Chominot A., Daviron B., Griffon M. *Globalisation des économies agricoles et alimentaires; situation et prospective.* 1996, n° 234-235.
- Chominot A. (voir Bertrand, 1981).
- Clavel J.-C. *L'agriculture française dans la Communauté européenne et dans le monde.* 1978, n° 126.
- Clavel J.-C. *Les règlements agricoles de la CEE et leur impact sur les régions méditerranéennes.* 1978, n° 123.
- Clerc F. *L'intervention de l'État marocain dans le financement de l'agriculture.* 1956, n° 28.
- Clerc F. *L'opération labour au Maroc, bilan de trois campagnes.* 1961, n° 48.
- Correze A. *La vulgarisation agricole et les femmes.* 1982, n° 147-148.
- Daviron B. *Quelques faits marquants de la dynamique récente des échanges de produits alimentaires.* 1996, n° 234-235.
- Defo T. *Organismes publics face au secteur libre dans la commercialisation des produits vivriers: le cas du Cameroun.* 1989, n° 194.
- Delahaye O. *Système foncier et politique agricole au Venezuela.* 1983, n° 153.
- Delapierre M. *Les firmes multinationales, évolution structurelle et stratégie face à la mondialisation.* 1996, n° 231.
- Delgado C. *Questions à propos d'un espace régional protégé pour les céréales au Sahel.* 1989, n° 190.
- Destanne de Bernis G. *Découpage des régions et nature économique de leur contenu.* 1970, n° 84.
- Deveze J.-C. *Essais de prise en charge des attitudes psycho-sociologiques des paysans, lors d'une opération de développement rural à Madagascar.* 1971, n° 88.
- Deybe D. et al. *Le développement durable et la gestion des ressources naturelles renouvelables.* 1994, n° 222.
- Deybe D., Robilliard A.-S. *Déévaluation et consommation alimentaire en zone franc. Le cas du Burkina Faso.* 1998, n° 244.
- D'Hauteville F. *Marketing global et mondialisation des marchés agro-alimentaires.* 1996, n° 234-235.
- Domergue Ph., Folly M. *Le commerce extérieur de la France au cours des années 80.* 1986, n° 173.
- Dorin B. *Politique alimentaire et sécurité nutritionnelle. Le cas critique des lipides en Inde.* 1998, n° 247.
- Dufumier M. *Pénurie alimentaire, agriculture paysanne et politique agricole en Haïti.* 1988, n° 188.
- Dulcire M. *Le jeu de l'implication et le feu de l'engagement: chroniques nicaraguayennes.* 1996, n° 236.
- Dumont R. *Quelques problèmes agricoles du Maroc indépendant.* 1958, n° 35.
- Dumont R. *Le mouvement du développement communautaire en Inde.* 1959, n° 41.
- Dury S., Lapenu C. *Évolution du système financier rural à Java.* 1995, n° 227.
- Egg J., Lerin F., Tubiana L. *Choc pétrolier et crise agricole: notes sur la situation de l'agriculture dans deux pays exportateurs de pétrole sans excédents de capitaux (Mexique, Nigéria).* 1982, n° 147-148.
- Egg J. *Les échanges agricoles intra-régionaux en Afrique de l'Ouest.* 1988, n° 188.
- Elloumi M. *Du développement agricole au développement rural. Le cas des zones semi-arides de Tunisie.* 1993, n° 213.
- Farcy H. de. *L'organisation des marchés dans les pays en voie de développement. La Compania Nacional de Subsistancias Populares au Mexique.* 1961, n° 49.
- Faure G. *Mécanisation, productivité du travail et risques: le cas du Burkina Faso.* 1994, n° 219.
- Faye J. *Les transformations vécues dans les*

- sociétés en développement: l'exemple des Wolofs du Sine Saloum au Sénégal.* 1982, n° 147-148.
- Flichman G. *L'agriculture argentine dans le marché international.* 1984, n° 162.
- Foko E. *Les paysans de l'Ouest Cameroun face au crédit agricole institutionnel.* 1994, n° 219.
- Foko E. *Les problèmes de financement de l'agriculture vivrière au Cameroun.* 1995, n° 228.
- Fulponi-Beglin L. *Modèle de l'économie mondiale du blé.* 1986, n° 174.
- Fulponi L. *La variabilité des prix internationaux de base: les marchés sont-ils efficaces?* 1994, n° 219.
- Gouyon A. *Compétitivité des filières et rôle des intermédiaires: commercialisation de la production paysanne de caoutchouc naturel.* 1995, n° 228.
- Griffon M. *Économie institutionnelle et gestion des ressources naturelles renouvelables.* 1992, n° 208-209.
- Griffon M. (voir Chominot, 1996).
- Guillaumont P. *Politique d'ajustement et développement agricole.* 1993, n° 216.
- Guyomard H, Laroche C., Le Mouel C. *Marché contingenté à l'importation et marché des droits à importer en concurrence imparfaite.* 1998, n° 243.
- Hardel D. *Analyse de l'échec d'un essai de transformation de l'environnement économique agricole à Madagascar.* 1971, n° 88.
- Harre D. *Production nationale et approvisionnement extérieur. Le cas de la Côte d'Ivoire.* 1989, n° 190.
- Hillcoat G. (voir Chaloult, 1996).
- Hugon P. *Instabilité et organisation des filières coton en Afrique.* 1994, n° 224.
- Jarrige F. *Le marché mondial du cacao: régulation mécanique ou stratégique?* 1995, n° 228.
- Kebe D., Madi A., Temple L. *Modélisation des comportements micro-économiques appliquée au contexte des pays en développement.* 1994, n° 222.
- Kinimo R.Y. *Autosuffisance alimentaire en Côte d'Ivoire: paradoxe ou réalisme socio-économique.* 1986, n° 175.
- Kermel-Torres D. *Sécurité, autosuffisance, autonomie: la stratégie alimentaire de l'Inde.* 1989, n° 190.
- Kermel-torres D., Bruneau M., Roca P.-J. *Les enjeux d'une maîtrise de l'espace rural dans trois états du Tiers-Monde (Haïti, Inde, Thaïlande).* 1991, n° 201.
- Koester U. *L'intervention sur le marché agricole et le commerce international.* 1985, n° 167.
- Klatzmann J. *La France dans la prospective agricole mondiale.* 1983, n° 155.
- Klatzmann J. *Une agriculture en déclin démographique dans un monde rural en croissance.* 1991, n° 201.
- Labonne M. *Sécheresse au Sahel, ou la fin et les moyens du développement agricole en Afrique tropicale sèche.* 1977, n° 119.
- Lancon F. *Centres urbains secondaires et commercialisation des produits vivriers au Togo.* 1989, n° 190.
- Lapenu C. (voir Dury, 1995).
- Lassally-Jacob V. *Colonisation planifiée des rives du Lac Kossou en Côte d'Ivoire centrale: la genèse d'un échec.* 1982, n° 147-148.
- Le Bars A. *L'expérience d'animation rurale de l'association d'aide au développement de l'Apurimac.* 1971, n° 88.
- Le Mouel C. (voir Guyomard, 1998).
- Leon Y. *Les cultures vivrières et le problème alimentaire de la Côte d'Ivoire.* 1983, n° 156.
- Leplaideur A., Ruf F. *Quelques éléments sur l'évolution historique des économies paysannes de plantation en zone forestière africaine.* 1981, n° 142.
- Le Prestre Ph. *La Banque mondiale et les ressources renouvelables: l'art du possible.* 1992, n° 208-209.
- Lerin F. (voir Egg, 1982).
- Le Roy X. *L'introduction de cultures de rapport dans un village Sénoufo du nord de la Côte d'Ivoire.* 1982, n° 147-148.
- Lesourne J. *Où va l'économie mondiale?* 1983, n° 155.
- Maekawa T. *L'industrie japonaise des semences.* 1996, n° 234-235.

- Malassis L. *Conclusion de la session consacrée aux problèmes de développement agricole*. 1959, n° 41.
- Malassis L. *Prix agricoles et planification*. 1963, n° 56.
- Marchal J.-Y. *L'option pour l'extensif. L'évolution de l'agriculture mossi (Haute Volta)*. 1982, n° 147-148.
- Mendez J.-C., Benoit-Cattin M. *Détermination des objectifs économiques des petits producteurs de café au Guatemala*. 1997, n° 239.
- Milbert I. *L'impact des changements culturels et économiques sur les comportements alimentaires: le cas de l'Inde*. 1989, n° 190.
- Morlon P. *Adaptation au milieu des systèmes andins traditionnels: conséquences pour le développement*. 1982 n° 147-148.
- Moustier P., Page J. *Le péri-urbain en Afrique. Une agriculture en marge?* 1997, n° 239.
- Nicolas F., Chaour C., Lanini L. *Le rôle des firmes d'amont dans la globalisation et la régionalisation. Le cas de la filière poulet de chair*. 1996, n° 234-235.
- Ninnin Massenet V., Ribier V. *Saisonnalité des prix céréaliers en Afrique sub-saharienne*. 1998, n° 248.
- Noel G. *La participation de la France aux stratégies d'organisation internationale de l'agriculture*. 1988, n° 184-186.
- Nouyrit H. *L'agriculture française dans le marché mondial*. 1978, n° 126.
- Perrin de Brichanbaut M. *L'arme alimentaire existe-t-elle?* 1976, n° 115.
- Perez R. *Les multinationales de l'agro-alimentaire*. 1996, n° 231.
- Perez R. *Sur l'internationalisation des industries et des stratégies des firmes alimentaires*. 1996, n° 234-235.
- Petit M. *Économie rurale et développement*. 1990, n° 200.
- Petit M. *Politiques économiques et économétrie appliquée*. 1998, n° 243.
- Phelinas P. *La fin de la frontière agricole en Thaïlande*. 1995, n° 229.
- Pradelle J.-M., Snrech S. *Le rôle des marchés dans la transformation à long terme de l'agriculture ouest-africaine*. 1994, n° 234-235.
- Prou Ch. *Réflexion rapide sur l'élaboration des plans en économie sous-développée*. 1959, n° 41.
- Rainelli M. *La firme multinationale dans la nouvelle économie industrielle internationale*. 1996, n° 231.
- Ramond C., Monnier J., Pochtier G., Et Tourte R. *Application des résultats de la recherche à la définition des modèles d'exploitation: la démarche de l'IRAT au Sénégal*. 1971, n° 88.
- Rastoin J.-I. *La zone euro-méditerranéenne dans la stratégie mondiale des firmes agro-alimentaires multinationales*. 1978, n° 123.
- Rastoin J.-L., Loeillet D. *Le marché mondial de la banane entre globalisation et fragmentation*. 1996, n° 234-235.
- Raulin H. *Développement agricole au Niger et au Maroc. Étude ethnologique des processus de changement technique dans les sociétés rurales*. 1971, n° 88.
- Raymond G. *Gestion de la fertilité des sols et production cotonnière dans le sud-Tchad*. 1992, n° 208-209.
- Revel A. *Situation alimentaire mondiale: excédents, technologies, négociations*. 1989, n° 191.
- Ribier V. (voir Ninnin Massenet, 1998).
- Rouveyran J.-C. *Dimension des unités de production agricole et politique agricole à Madagascar*. 1971, n° 88.
- Ruf F. *Les règles du jeu foncier et la force de travail dans l'ascension économique et la stratification sociale des planteurs de Côte d'Ivoire: quelques éléments d'analyse et signes d'évolution technique*. 1982, n° 147-148.
- Ruf F. (voir Leplaideur, 1981).
- Sachs I. *Ecodéveloppement: une approche de la planification*. 1978, n° 124.
- Savary R. *Les nouvelles conditions internationales de l'élaboration des politiques agricoles nationales*. 1980, n° 138.
- Severac G. *Le sucre: compte rendu de travaux*. 1976, n° 116.
- Severac G. *Quel avenir pour les exporta-*

- tions agro-alimentaires françaises? 1979, n° 133.
- Steidlmayer P.K. *La politique agricole en Chine: une esquisse de son évolution*. 1976, n° 112.
- Suzuki F. *Le système alimentaire du Japon et la globalisation de l'économie agro-alimentaire*. 1996, n° 234-235.
- Taddei E. *Une politique des protéines à l'échelle mondiale*. 1976, n° 115.
- Temple L., Fadani A. *Cultures d'exportation et cultures vivrières au Cameroun*. 1997, n° 239.
- Theodore G. *Enseignements méthodologiques de vingt ans de statistique agricole dans les pays en développement*. 1971, n° 88.
- Tozanli S. *L'évolution des structures des groupes agro-industriels multinationaux pendant le dernier quart du XX^e siècle*. 1996, n° 231.
- Tubiana L. (voir Egg, 1982).
- Vias V. *L'économie rurale en Inde: orientations et réalisations*. 1990, n° 200.
- Voituriez T. *Dynamique non linéaire du marché mondial des huiles et graisses*. 1998, n° 243.
- Weitz R. *Sur le principe du développement rural intégré*. 1964, n° 61.
- Wen S. *Les récents développements de la politique de réforme agricole en Chine*. 1996, n° 234-235.
- Wintrebert J. *Les perspectives de développement de la canne à sucre*. 1976, n° 116.
- Yon B. *Le marché mondial des denrées agricoles de Chicago*. 1979, n° 129.

DÉFINITION DES SIGLES

ALENA	Association de libre-échange nord-américaine
AMIRA	Amélioration des méthodes d'investigation en Afrique
BDPA	Bureau pour le développement de la production agricole
CFDT	Compagnie française pour le développement des textiles
CINAM	Compagnie industrielle d'aménagement
CIRAD	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement
FMI	Fonds monétaire international
GREEN	Gestion des ressources naturelles et environnement
GRET	Groupe de recherche et d'échanges technologiques
IEDES	Institut d'études du développement économique et social
IFPRI	International Food Policy Research Institute
INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques
INRA	Institut national de la recherche agronomique
IRAM	Institut de recherche et d'application de méthodes
IRAT	Institut de recherche agronomique tropicale
IRHO	Institut de recherche pour les huiles et les oléagineux
IRFED	Institut de recherche et de formation sur le développement
SATEC	Société d'aide technique et de coopération
SEDES	Société d'études pour le développement économique et social
URPA	Unité de recherche en prospective agricole